



## **Le débat énergétique au cœur des enjeux de souveraineté économique**

L'Europe a construit ses marchés économiques sur un monde libéralisé dit de libre concurrence qui impose le primat du consommateur. Cette vision s'est construite dans l'application des recommandations de l'OCDE. Un héritage américain d'après-guerre qui, au-delà de la stricte mise en œuvre du plan Marshall, a permis de normer le marché économique européen.

### **Faiblesse de la gouvernance européenne**

Le morcellement des industriels de l'énergie est le résultat de directives européennes de 2003 et 2009 qui ont exigé des États membres la séparation juridique des acteurs de l'énergie. Dans un rapport, rédigé en 2016, l'OCDE affirme de nouveau le bénéfice de ce libre marché de la concurrence.

La chaîne des acteurs gaziers est donc morcelée. Elle se compose de :

- Producteur, il exploite les gisements (BP, E.xon, Gazprom,...).
- Transporteur et gestionnaire du réseau transport, ils acheminent le gaz du producteur aux distributeurs (Engie, SNAM, TEREGA,...) .
- Gestionnaires du réseau de distribution, ils acheminent du transporteur jusqu'aux clients finaux (GRDF...).
- Fournisseurs, ils proposent des offres commerciales.
- La Commission de Régulation de l'Énergie (CRE), autorité administrative indépendante qui garantit les accès du gaz et de l'électricité et régule les marchés. Elle a été créée depuis la libéralisation du marché en 2000.

Le morcellement du secteur développe une relation de coopération qui se matérialise par deux aspects : un terrain de lutte par l'information et une cacophonie stratégique des acteurs européens face aux enjeux du moment comme aux défis de demain (mix énergétique, transition écologique et/ou digitale, opposition de la société civile, influence et lobbying).

Sous le même angle que l'affaire Alstom-Siemens, l'Europe juge néfaste pour la libre concurrence de créer un quasi-monopole sur le secteur de l'énergie et donc de permettre un consortium fort à l'international. On imagine qu'un tel acteur pourrait se faire entendre par les leaders mondiaux dont dépend l'Europe. L'Union montre ses limites sur le plan stratégique, en désertant en premier lieu les réflexions liées à la norme de son marché économique au profit d'un système libéral qui ne fait que renforcer sa dépendance. Et d'autre part en se concentrant sur une guerre économique infra-européenne qui détruit toute velléité d'asseoir un rapport de force avec ses détracteurs comme ses alliés.

## La transition écologique : un encerclement cognitif qui occulte la question majeure de la souveraineté énergétique

Si l'on en croit l'un des précurseurs de la transition écologique, Rob Hopkins, la transition écologique est *un ensemble de principes et de pratiques destinés à se passer de pétrole sans en souffrir*. Ce discours issu du monde scientifique est repris puis adapté par nombre d'organisations non gouvernementales et associations de lutte pour le climat. Le discours de ces organisations se tourne vers un abandon des énergies fossiles et une diminution de l'empreinte carbone dans un délai très court. En 2013, elles fédèrent leur stratégie d'attaque informationnelle au forum social de Tunis, autour des grands projets inutiles et imposés (GPII). Cette attaque frontale est le symbole de la marche forcée qu'imposent les associations, les ONG à l'économie mondiale, au sens quasi militaire du terme.

La conséquence de cette lutte s'est traduite ces dix dernières années, en France, par l'arrêt de projet comme l'aéroport de Notre Dame Des Landes, ou encore la non-réalisation d'un parc hôtelier en Saône-et-Loire ou de parcs éoliens. Par un effet de transfert, la population française s'est enfermée dans les principes de précaution, d'écologie en oubliant parfois, à tort ou à raison, que l'économie ne peut suivre les engagements d'un virage aussi rapide.

La France plus que d'autres pays, a été la cible de cet encerclement cognitif. Les valeurs que l'on dit françaises, issue du siècle des Lumières, nous enferment dans un schéma que nos adversaires économiques utilisent à leur avantage. La transition écologique est le plus bel exemple depuis la fin de la guerre froide d'une telle instrumentalisation de l'information sur un spectre économique aussi large. Les biais cognitifs de notre culture au sens large, dont est imprégnée la population en passant par le monde politique, favorisent la faiblesse de notre stratégie économique. Au lieu de détecter cet enfermement que nous infligent des acteurs de la société civile, la France en 2015, probablement en mal de notoriété mondiale s'est engagée dans le pilotage de la transition écologique en imposant les Accords de Paris.

### The Corporate Climate Lobbying Landscape

A corporate battle has emerged over Paris-aligned climate policy



L'instrumentalisation de la COP21 a donné une nouvelle aura politique sur l'échiquier européen, voire mondial. Mais une vision à court terme qui capitalise sur les effets électoraux potentiels a évacué la question de la souveraineté énergétique française et européenne. L'enjeu est énorme, car il peut faire rentrer la France historiquement indépendante grâce au

nucléaire, dans une relation de dépendance. La décision du gouvernement français est retranscrite dans la Programmation pluriannuelle de l'Énergie. Cette décision est le résultat de commissions qui se composent d'acteurs de l'énergie, d'organismes privés, d'acteurs sociétaux (think tank, ONG, associations...), et gouvernementaux (ADEME) qui ont contribué à sa rédaction. Au même titre que la signature des accords de Paris a été le théâtre d'une instrumentalisation et d'un lobbying exacerbé tant par la société civile que par les acteurs économiques, l'élaboration de la PPE ne fit pas exception en la matière. Le scénario de la mixte énergétique retenue, reflète une étrange similitude à celui des influenceurs comme l'ONG F.N.E. ou de think tank tel que Négawatt.

Ce scénario met en avant les Énergies Renouvelables (EnR) qui favorisent, entre autres, le développement économique d'un géant de l'électricité français EDF. Une réponse peut se trouver dans la gouvernance de l'ADEME qui, jusqu'en 2018, était présidée par Monsieur Lanchevin . Or ce dernier, de 2013 à 2018, est également membre du comité exécutif d'EDF, entreprise pour qui il a travaillé pendant plusieurs années avant l'accession à ce poste. On retrouve également dans les études de l'ADEME sur la même période, le scénario 100 % renouvelable inspiré du *National Renewable Energy Laboratory* (NREL) qui réalise des études scientifiques aux États-Unis. Cet institut, devenu laboratoire national du Département de l'énergie des États-Unis, se prénomme jusqu'en 1991 *Solar Energy Research Institute*. On constate également dans une étude produite par le NREL en janvier 2015, que le laboratoire travaillait déjà étroitement avec EDF sur des analyses du transport de bio méthane, en plus du solaire. Ces exemples peuvent expliquer également le positionnement prématuré d'EDF vis-à-vis de la transition écologique et la volonté de défendre un mixte énergétique favorable à des projets déjà étudiés au préalable.

### **Les effets négatifs de l'ambiguïté allemande**

Les accords bilatéraux sur le gaz signés avec le Russie ont démontré que l'Allemagne pouvait jouer sur plusieurs tableaux pour défendre ses intérêts de puissance. En jouant sa propre carte par rapport à une politique unifiée européenne dans le domaine de l'énergie, Berlin étale au grand jour ses contradictions. Mais même si elle est économiquement plus vigilante, l'Allemagne est imbriquée dans un scénario de dépendance hautement plus critique que la France en arrêtant le nucléaire. La conséquence de la catastrophe de Fukushima, et l'arrêt des centrales à charbon ont fait sortir l'Allemagne de sa zone de confort. En effet les analystes ont rapidement constaté que les énergies renouvelables électriques (EnR), contrairement au scénario défendu par les ONG, sont insuffisantes au regard du besoin actuel du pays. Mais surtout, nécessite une accélération industrielle et économique que le secteur n'est pas en mesure d'absorber. Autrement dit, les solutions ne sont uniquement au niveau de l'Etat fédéral allemand. A titre d'exemple, la Bavière a recherché une opportunité de sortie de crise qui s'est matérialisé au niveau européen par les projets Nord Stream II et Turkish Stream.

Le contrôle des points de passage de l'énergie devient dans ce contexte de transition énergétique un enjeu stratégique. Les flux énergétiques se sont transformés et déplacés au gré de l'évolution des nouvelles puissances. La Chine en pleine boulimie énergétique devient en 2019 le 1<sup>er</sup> importateur mondial de GNL. Les Chinois créent donc une dette d'approvisionnement au niveau de l'ensemble des ports méditerranéens. Autres exemples, le conflit syrien sur la face orientale de la Méditerranée, le conflit ukrainien sur la face Oural, qui à eux deux résultent entre autres de la matérialisation de cette guerre économique, font émerger de nouveaux rapports de forces. Les nouvelles puissances tendent à faire évoluer leur croissance économique en intégrant le mix énergétique de demain. Dans ce contexte,



accords pour le climat. Engagé sur deux projets de pipelines, Nord Stream II (ND II).et Turkish Stream, la Russie via le géant Gazprom a consolidé ses positions. Au nord, elle s'appuie la participation de nombreux acteurs économiques européens à ce projet. Shell, OMV, Engie, E.ON et Wintershall filiale de BASF se sont impliqués à financer le projet ND II à hauteur de 50 %. Au sud, l'implication de la Bulgarie, de la Serbie et de la Grèce permettrait l'approvisionnement en gaz à court terme de l'Autriche et de la Hongrie. La Russie contribue par ce projet à renforcer sa position sur la mer Caspienne et son action globale sur l'Union européenne. Cette situation est mal vécue par les Etats-Unis américains. Richard Grenell a été envoyé pour intimider la chef de la diplomatie allemande, Maria Adebhar, en brandissant la sanction économique.

La stratégie russe s'insère permet à Vladimir Poutine en premier lieu d'éviter les écueils d'une guerre à grande échelle, et d'autre part de consolider sa place mondiale dans le monde de l'énergie. Dans un second temps, les manœuvres militaires de la Russie et la Chine en septembre 2018 au large de la Syrie, et l'accroissement de la sécurisation sino-russe de la route de la soie met en exergue l'engagement des deux pays envers leur souveraineté économique.